

NAIROBI – FORUM INTERNATIONAL DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES, 8-17 JUILLET 1985.

A l'Université de Nairobi s'est tenu le Forum International des Organisations non-gouvernementales, suivi de près, au Kenyatta Center, de la Conférence inter-gouvernementale organisée par l'O.N.U. « en vue d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies de la Femme ». Les gouvernements des pays occidentaux, en particulier celui des États-Unis, avaient auparavant multiplié les mises en garde contre « la politisation » des débats qui, selon eux, allait inévitablement se produire au sein du Forum car, selon les termes mêmes du représentant officiel des États-Unis, le Forum risquait de faire sortir les femmes des « problèmes spécifiquement féminins » dans lesquels ces gouvernements voulaient les cantonner, autrement dit de soulever des problèmes vitaux pour la promotion des femmes, mais qui furent bannis de la Conférence inter-gouvernementale pour des « raisons d'État ». Rien donc ne fut épargné pour tenter d'abrégier la tenue du Forum, y compris le projet d'expulser les représentantes des ONG de leurs chambres d'hôtel lors de l'arrivée, au milieu du Forum, des représentantes des gouvernements, sous prétexte du manque de place, tentative qui se heurta à la résolution des femmes des ONG.

Autrement dit, les femmes des ONG au lieu de délivrer à leur pays un certificat de *satisfecit* sur les réalisations en faveur des femmes dans leurs pays respectifs s'efforcèrent de dénoncer les crimes commis à l'égard des femmes, en les rattachant aux structures concrètes du système patriarcal, même si celui-ci ne fut pas expressément nommé en tant que tel dans certaines interventions. Et ce fut là sans aucun doute l'aspect le plus novateur des débats du Forum par rapport aux deux Forums précédents (Mexico en 1975, Copenhague en 1980). Dans ce sens, on ne peut pas parler « d'échec de la Conférence de Nairobi » comme *Le Monde* l'a fait (le 30 juillet 1985) puisque les femmes du Forum ont procédé à l'identification des sous-systèmes, des processus et des acteurs, même les moins visibles, impliqués dans la reproduction et l'aggravation de la domination et de l'exploitation des femmes, tout au moins de celles qui composent les quatre cinquièmes de la population féminine, à savoir celle des pays de la périphérie. Or c'est cette analyse qui manquait peut-être le plus au mouvement féministe et c'est elle qui lui permettra d'aller de l'avant.

Certes il ne fut pas question d'une analyse entièrement intégrée, cohérente, faisant l'objet d'une motion finale à laquelle les responsables des ONG auraient pu se rallier mais de tentatives, le plus souvent réussies, faites ici et là, en fonction de chaque continent, pour sortir les revendications féministes de ce que l'Américaine Charlotte Bunch appelle « la liste de blanchisserie dont l'énumération est aussi restrictive et n'est pas réellement différente de la sphère féminine contre laquelle les féministes se sont révoltées ». Et cela fut possible principalement grâce à la présence en grand nombre des femmes des pays de la périphérie (pays du « Tiers-Monde ») qui appartiennent à des sous-continentaux où la majorité des femmes sont confrontées quotidiennement à des problèmes de survie et à une dégradation croissante de leur situation, exception faite de la petite minorité appartenant aux classes dominantes. Dans les interventions de ces militantes des pays de la périphérie, les problèmes des femmes ne furent pas abordés de façon parcellaire mais dans le cadre d'un mode de développement

basé sur les violences entre pays du centre et pays de la périphérie, entre classes dominantes et classes dominées, entre les États et les citoyens, entre les hommes et les femmes, cadre éminemment répressif qui ne permet évidemment pas aux mouvements sociaux (et surtout aux mouvements féministes) de se développer pour lutter contre la domination et l'exploitation (des femmes en particulier). Et il apparut très vite que, dans ce contexte, les *Women's Studies*, coordonnées par les Américaines, se trouvèrent marginalisées, pour ne pas dire invisibles, dans la presse quotidienne du Forum.

Les femmes des pays du Tiers-Monde insistèrent pour que le mode de développement adopté par leurs pays respectifs soit conçu pour donner satisfaction en priorité aux besoins fondamentaux des femmes car, sans alphabétisation, sans informations et accès aux méthodes contraceptives, sans moyens de transports adéquats pour vendre à la ville ou au village leurs petites productions vivrières ou artisanales, sans formation professionnelle, sans eau potable, il est vain de penser que les grands maux qui affectent les femmes du Tiers-Monde seront surmontés. D'une façon générale, les débats de langue anglaise furent plus ouverts, plus centrés sur les grands enjeux pour les femmes que les débats de langue française, conduits de façon plus traditionnelle. Comme l'a fait remarquer une Africaine anglophone, que signifie en effet le concept d'égalité de salaire à travail de valeur égale pour des centaines de millions de femmes des pays de la périphérie où le type de développement imposé refuse toute possibilité aux femmes de trouver un travail marchand dans le secteur formel ? Ne faut-il pas au préalable changer un mode de développement au sein duquel les pays riches conquièrent les marchés des pays de la périphérie, grâce au néo-colonialisme économique, pour y vendre leurs propres productions en détruisant les productions artisanales féminines ou toute tentative de créer une industrie nationale où les femmes pourraient être employées ? Ce ne sont pas en effet les filiales des multinationales, installées en Asie, en Amérique latine ou en Afrique, qui offrent une réelle alternative au besoin fondamental des femmes de ces continents pour une activité rémunérée puisqu'elles n'y trouvent généralement place — et cela en proportion extrêmement réduite — qu'entre 16 et 25 ans. Ce modèle de développement uni-dimensionnel, qui engendre la ruine des productions vivrières, et de l'artisanat féminin grâce auxquels les femmes pourraient survivre, pousse les paysannes et les citadines à la prostitution qui se présente alors, avec l'emploi de bonne à tout faire ou le petit commerce de rue misérable, comme unique alternative pour la survie.

Les solutions proposées par les femmes des ONG ? Un thème revint lancinant dans les communications des femmes du Tiers-Monde : mettre fin à la dépendance économique des pays de la périphérie à l'égard des pays du centre, à une situation qualifiée de « néo-colonialisme » qui perdure malgré l'indépendance politique de la plupart des pays de la périphérie et qui, par suite des régimes répressifs et militaires qu'elle engendre dans ces pays, empêche l'éclosion de mouvements féministes qui pourraient proposer d'autres alternatives que le « développement du sous-développement » pour les immenses masses féminines, paysannes ou citadines.

Les féministes des pays d'Asie, regroupées au sein de l'*Asian Women's Research and Action Network* ont dénoncé un modèle de développement dans leur continent qui, malgré une croissance annuelle du Produit National Brut

de 5 % par an, s'est soldé par une aggravation de la pauvreté des femmes et des disparités de revenus les concernant. Elles ont dénoncé la nature oppressive et militariste de leurs gouvernements qui empêchent l'émergence de mouvements féministes contestataires (*Forum* du 17 juillet). *Les Latino-Américaines* ont demandé la suppression des bases militaires étrangères sur leur continent et la reconversion des énormes dépenses militaires qui « dévorent » les ressources humaines et financières et qui orientent l'humanité vers la destruction nucléaire alors qu'une partie de ces dépenses pourrait atténuer la souffrance et la marginalisation de millions de femmes. Elles ont dénoncé la dette imposée à leurs pays respectifs par les grandes banques des pays du centre. Comme les Asiatiques, elles ont exigé la suppression des derniers régimes militaires subsistant en Amérique latine. Elles ont appelé l'avènement d'un « nouvel ordre économique mondial » au sein duquel seraient abolis les échanges inégaux entre pays du centre et de la périphérie car elles estiment que les discriminations et oppressions dont elles souffrent subsisteront tant que survivra cet échange inégal (*Forum* du 19 juillet).

Les Africaines ont demandé la fin de la « colonisation économique » de l'Afrique par les grandes puissances qui, comme sous la colonisation politique, continuent à extraire des produits minéraux et productions agricoles payés à bas prix et qui, aujourd'hui, y ajoutent l'enfouissement de déchets nucléaires. Elles ont exigé la fin des plans de développement, adoptés par leurs gouvernements sous l'instigation des banques des pays du centre, plans qui soustraient les terres aux cultures vivrières qui permettraient à l'Afrique d'être auto-suffisante sur le plan alimentaire pour consacrer ces terres aux cultures commerciales (café, coton, cacao, etc.) qui servent aux consommations des habitants des pays du centre. Elles ont estimé que, sans la création par les États des infrastructures (centres de planning familial, d'alphabétisation et de formation professionnelle des femmes, équipements en eau potable et routes carrossables, etc.), les femmes ne pourront pas participer effectivement aux décisions relatives au développement et par conséquent mettre fin aux discriminations et maux qui les frappent en priorité (*Forum* du 16 juillet). La condamnation de *l'apartheid* en Afrique du Sud fit l'objet d'une motion adoptée à l'unanimité par les participantes du Forum.

Les revendications les plus explicites ont été présentées par les femmes des îles du Pacifique qui dénoncèrent la quadruple colonisation dont elles sont victimes : celle résultant des discriminations basées sur le genre, la colonisation politique puisqu'il existe encore des territoires, comme la Nouvelle Calédonie ou Tahiti, où les autochtones revendiquent l'accès à l'indépendance à l'égard d'une puissance ressentie comme étrangère, la colonisation économique puisque les populations des îles du Pacifique sont devenues des marchés pour la vente de produits importés par les grandes puissances alors que les productions locales pourraient nourrir et pourvoir aux besoins fondamentaux, enfin la colonisation militaire puisque les grandes puissances se servent de ces territoires et de l'océan pour y installer des bases militaires pour sous-marins nucléaires (les États-Unis et la France), ou pour y enfouir des déchets nucléaires (ceux par exemple des 24 centrales nucléaires du Japon). Et c'est parce que les femmes du Pacifique pensent que, tant qu'elles seront asservies à une puissance étrangère, celle-ci se servira de leurs territoires pour créer des bases, expérimenter

des armes nucléaires ou enfouir des déchets, qu'elles estiment que l'indépendance est la seule alternative. Elles démontrèrent aussi la fausseté de la thèse sur l'innocuité des essais nucléaires car elles purent donner des exemples précis où les femmes mettent au monde des enfants monstrueux par suite des radiations (aux îles Marshall par exemple) et où les ressources de la pêche, vitale pour ces pays, sont menacées par la pollution nucléaire (aux îles Samoa). Elles protestèrent contre la non-reconnaissance par les États-Unis du droit des habitants des îles de s'approprier des produits de la pêche dans la limite des eaux territoriales définie par le Traité de Loi des Mers (aux îles Salomon par exemple) que peu de nations ont refusé de ratifier. Les femmes « aborigènes » de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de nombreuses autres îles du Pacifique réclamèrent le droit à la terre à égalité avec les Blancs car c'est là non seulement un moyen de production mais aussi la source d'une identité culturelle menacée par « le génocide culturel ». Elles dénoncèrent aussi les plans de développement imposés à leurs gouvernements par les banques et les multinationales qui proposent le développement du tourisme en compensation pour la cession de bases militaires ou de terrains d'expérimentation nucléaire, car elles savent que le tourisme se transformerait en « tourisme sexuel », aggravant la dépendance des femmes à l'égard des hommes et celle de leurs gouvernements à l'égard des banques et des multinationales.

Bien que présentant leurs solutions de façon dispersée et non pas regroupées par continent comme l'ont fait les femmes des pays de la périphérie, les femmes des pays du Centre ne sont pas restées inactives. Les femmes noires des États-Unis et d'Angleterre ont dénoncé avec passion la croissance de la pauvreté et du chômage des Noires et des immigrées, liant celles-ci à l'augmentation des budgets militaires qui s'effectue aux dépens des équipements sociaux et de la création d'emplois pour les femmes. On déplora que, par suite d'un cercle vicieux, aux États-Unis, pauvreté et chômage dans la population noire entraînent une augmentation du recrutement des Noirs, hommes et femmes, dans l'armée, ce qui renforce encore la militarisation de la société américaine. On souligna aussi que la dette publique des États-Unis, contractée pour payer la course aux armements, est la plus forte du monde et que tous les peuples, sauf les États-Unis, paient cette dette puisque, pour couvrir les déficits budgétaires croissants, les États-Unis élèvent leur taux d'intérêt attirant ainsi les capitaux du monde entier qui manquent cruellement aux femmes de la périphérie en particulier. On montra que pauvreté et souffrance des femmes pourraient être surmontées si l'on consacrait une part des budgets militaires à les alléger. Bref, on relia les violences à l'égard des femmes (prostitution, pornographie, viol, discriminations, pauvreté, chômage, etc.) non seulement à un système patriarcal, conçu comme une abstraction, mais aux sous-systèmes et processus où il s'incarne ou qui le renforcent. En procédant ainsi, les participantes au Forum de Nairobi paraissent avoir adopté implicitement la définition du féminisme qui y fut donnée par Charlotte Bunch : « Le féminisme ne peut être séparé de la politique. Chaque problème est un problème de femmes. Le féminisme est une perspective sur chaque problème. C'est une perspective concernant la vie. C'est une perspective politique qui vient des femmes mais qui doit devenir la politique des hommes » (*Forum*, du 18 juillet 85). Ce faisant, elles n'ont tenu aucun compte des injonctions des États qui leur demandaient de ne pas se mêler des affaires qui, dans le cadre de la division traditionnelle des rôles

masculins et féminins, sont censées ne pas les concerner et de se cantonner à des problèmes « spécifiquement féminins ». Ajoutons enfin que *Résistance Internationale des Femmes à la Guerre* a organisé une rencontre très réussie sur *l'éducation à la paix* dans les écoles françaises et que 13 O.N.G. françaises ont condamné les essais nucléaires dans le Pacifique.

Andrée Michel